



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Vingt-cinquième session ordinaire  
du Conseil exécutif de l'Union africaine**

**Allocution**

**de**

**M. Carlos Lopes**

**Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif  
de la Commission économique pour l'Afrique**

**Malabo (Guinée équatoriale)**

**23 juin 2014**

**Monsieur Agapito Mba Mokuy, Ministre des relations extérieures et de la coopération,**

**Monsieur Ahmed Ould Teguedi, Président du Conseil exécutif,**

**Madame Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Vice-Président de la Commission,**

**Commissaires,**

**Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,**

**Mesdames et Messieurs,**

**C'est déjà ma troisième visite à Malabo et je ne peux m'empêcher de remarquer combien la ville a changé. Je me sens particulièrement honoré de m'adresser de nouveau à vous, au moment où nous allons débattre de «-l'avenir que nous voulons-». L'Agenda 2063 de l'Union africaine sera en bonne place dans les débats de ce Sommet. Je voudrais profiter de cette occasion pour dire combien nous sommes heureux d'être associés à une initiative qui marquera les mémoires, sous la direction de la Présidente de la Commission de l'Union africaine.**

**Permettez-moi aussi de faire remarquer à titre personnel qu'aujourd'hui coïncide avec la cérémonie d'investiture du nouveau Président de mon pays. Nous attendons tous que ce soit un symbole d'un retour à la normalité et à la sécurité.**

**Excellences,**

**La situation à Dongguan évolue très vite. C'est dans cette zone urbaine, située au bord de la rivière des Perles en Chine, que 8 millions de travailleurs fabriquent des Nike, des Adidas, des New Balance ou des Converse, ainsi qu'une pléthore de produits électroniques, et ils sont d'humeur revendicatrice. Certains sont furieux parce que leurs employeurs n'ont pas payé leurs contributions d'assurance sociale; d'autres ne comprennent pas la restructuration des usines auquel procède l'entreprise taïwanaise Yue Yuen. À Guangzhou, les salariés de Toyota sont en grève, tout comme les employés de LG Electronics à Huizhou ou les fabricants de jouets à Shenzhen. On compte un total de 278 actions salariales dans la région depuis janvier. Pour la plupart, il s'agit d'obtenir de meilleures conditions de travail et la principale revendication porte sur les pensions. Ayant quitté un cadre d'agriculture rurale, il y a trente ans de cela, pour contribuer à l'industrialisation de la Chine, les ouvriers entrent désormais dans une nouvelle phase. Les 300 millions de migrants qui se sont agglutinés dans la région s'inquiètent des conséquences socio-économiques de la hausse du coût de la vie sur leur bien-être et surtout, sur leur avenir. Récemment, des usines ont fermé, obligées de quitter la Chine en raison de la hausse des coûts de la main-d'œuvre. La production se délocalise au Bangladesh, au Cambodge et au Vietnam, où les salaires sont cinq fois plus bas. Certains travailleurs chinois commencent donc à se demander s'ils seront capables de maintenir le statut de classe moyenne qu'ils ont acquis. Ce mouvement social procède d'un facteur commun: une révolte contre les conditions traditionnelles de travail en Chine et le rejet du statut de migrant par ceux qui vivent dans les mégapoles depuis si longtemps.**

**Je vous parle des travailleurs chinois pour que leur exemple serve à notre propre transformation agricole. Vous pensez que cela n'a rien à voir? Et pourtant, si. Car la majorité des travailleurs de l'industrie chinoise était des paysans il y a**

25 ans. Les niveaux de pauvreté d'alors, en termes relatifs, étaient plus élevés qu'en Afrique. Les Chinois ont favorisé une migration massive vers les zones urbaines en faveur des industries naissantes, processus qui s'est accompagné de mutations importantes dans les zones rurales. La conjugaison de cette migration massive et d'un accroissement de la productivité agricole a marqué le tournant de la réduction de la pauvreté en Chine et s'est traduit par une croissance du PIB qui est passée de 3,8 % en 1990 à environ 10 % deux décennies plus tard.

Cela veut dire que les problèmes auxquels est confrontée la Chine aujourd'hui n'ont quasiment rien à voir avec la situation des années 90. Les travailleurs individuels ont oublié cette époque révolue. Ils veulent désormais une protection sociale encore meilleure et l'accès au crédit et à la consommation. En une génération, la majorité des Chinois ont découvert un nouvel éventail de préoccupations, laissant derrière eux le spectre de la pauvreté.

Comparativement, le taux de pauvreté de la Chine en 1990 était de 85 % contre 67 % pour l'Afrique. En outre, le revenu moyen, à parité de pouvoir d'achat, des personnes extrêmement pauvres vivant en Afrique était de 3,19 dollars contre 1,36 dollar en Chine.

Comment se fait-il que la situation en Afrique ne soit pas aujourd'hui la même qu'en Chine? Nos réalités socioéconomiques étaient similaires, mais depuis lors, l'Afrique n'a pas vécu de révolution agricole et n'a pas eu recours à l'industrialisation pour réduire la pauvreté comme l'a fait la Chine. Cette dernière a en fait aidé le monde à réduire de moitié l'extrême pauvreté.

**On ne saurait toutefois se réduire à une analyse trop simpliste. Il est vrai que le besoin global de réduire la pauvreté était beaucoup plus important en Afrique qu'en Chine. Des pays présentant de très bonnes conditions initiales, comme la Chine, ont eu un chemin plus court à parcourir pour réduire la pauvreté par rapport à ceux qui partaient de plus bas, comme nombre de pays africains. La structure de la croissance économique dans la plupart des pays africains ne correspondait pas aux exigences structurelles d'une croissance inclusive. Ces derniers temps, cependant, force est de reconnaître que la réduction significative de la pauvreté en Éthiopie et au Rwanda a été liée à une croissance rapide de l'agriculture. Cela n'est malheureusement pas vrai pour des économies tirées par l'industrie extractive comme l'Angola, le Nigéria ou la Zambie, ou pour bon nombre d'économies fondées sur l'agriculture.**

**Il est clair que nous devons sérieusement repenser nos politiques agricoles. La part du secteur primaire dans le PIB a régressé, pour s'établir actuellement en dessous d'un tiers. Le plus important moteur de transformation de l'agriculture, à savoir la productivité, a augmenté de 38 % en Afrique depuis 1990 par rapport à 133 % en Chine au cours de la même période. Les progrès de la productivité agricole ont été inégaux dans les pays, allant d'une hausse de 325 % au Nigéria à une baisse d'environ 40 % au Zimbabwe. Les conditions initiales distinctes en fonction des pays, notamment aux plans économique, social et politique, rendent difficile la comparaison de la productivité agricole entre les régions, mais cela ne devrait pas nous empêcher de recenser les politiques qui ont fait la différence et nous ne devons plus agir comme si les changements étaient le fruit du hasard. C'est pourtant simple!**

**On a assisté à une baisse significative des revenus dans les zones rurales. Leurs habitants en sont souvent réduits à lutter pour l'autosuffisance, pour la résilience et contre la pauvreté. Ces populations n'ont pas été associées à une**

**économie moderne. On voit bien que les pays à faible productivité agricole ont tendance à être moins industrialisés et ce, pour la simple raison que l'agriculture est l'une des principales sources des matières premières nécessaires aux prémices de l'industrialisation. Maintenir l'agriculture à un niveau primitif ne permet pas de réaffecter la main-d'œuvre à d'autres activités économiques émergentes.**

**Il y a apparemment cinq conditions communes à tous les cas de transformation agricole réussie: la stabilité macroéconomique et politique, l'acquisition de technologies efficaces, l'accès aux marchés, la clarté des régimes fonciers et la facilité de l'initiative industrielle, et la création d'emplois en dehors du secteur agricole. Ces cinq conditions doivent être réunies pendant plusieurs décennies pour qu'une transformation agricole réussie prenne racine. Les pays africains n'y arrivent toujours pas.**

**L'une des grandes différences entre la Chine et l'Afrique est que la Chine a fait preuve de détermination dans ses politiques et pas simplement de « volonté » pour emprunter une voie qui consoliderait sa croissance et sa transformation structurelle. Ses dirigeants avaient une vision, qui a été couronnée de succès, mais même en Chine, le changement s'impose de nouveau.**

**Nous notons que les secteurs à forte intensité de main d'œuvre sont ceux qui donnent du mal à la Chine. Nous ne nous en réjouissons pas, mais il y a là une réelle opportunité pour l'Afrique car certaines des industries de Chine et d'autres pays asiatiques qui vont se délocaliser viendront chercher un marché du travail africain jeune et prometteur. Cela pourrait être, mais ce n'est nullement garanti, la prochaine stratégie chinoise.**

**Le recul de la pauvreté en Chine s'est accompagné de l'avènement d'un environnement politique favorable à un secteur agricole industrialisé et commercialisé, ce qui a augmenté la production alimentaire et les revenus, et créé des emplois dans d'autres secteurs. C'est extrêmement important car l'Afrique va enregistrer la plus forte croissance de sa population dans les 40 prochaines années. Le chômage des jeunes peut être absorbé par des politiques agricoles judicieuses, notamment dans les secteurs agro-industriel et agro-alimentaire, qui ont tous deux la capacité de briser le cycle de l'agriculture de subsistance. Ils peuvent, grâce à une planification et une exécution minutieuses, relier les agriculteurs africains aux chaînes de valeur économique régionales, qui doivent elles-mêmes être mieux connectées aux chaînes de valeur mondiales.**

**Permettez-moi de vous emmener à Homegrown Kenya Ltd, une plantation à grande échelle qui cultive et traite toute une gamme de fleurs et de légumes destinés à l'exportation. L'entreprise a été créée en 1986; elle a investi plus de 100 millions de dollars et emploie actuellement plus de 8 000 personnes. L'une des particularités de Homegrown est qu'elle achète aussi des légumes à des petits exploitants. Elle a ses propres services internes de formation et de vulgarisation agricole, qui bénéficient à plus de 1 000 exploitants à petite échelle. Elle s'est dotée d'une stratégie explicite de création de valeur ajoutée malgré un environnement défavorable en termes de politiques et d'infrastructures.**

**Les exemples comme Homegrown sont plus nombreux qu'on ne croit; ils ne sont toutefois pas suffisants pour modifier la méga-tendance d'une Afrique en retard sur les autres régions en termes de rendement agricole. L'agriculture et l'agro-alimentaire sont des moteurs puissants du commerce et ils ont des avantages communs. De façon générale, l'Afrique est à la traîne, à l'origine de moins d'exportations de produits agricoles ou de produits manufacturés que, par exemple, la Thaïlande. Les pays africains doivent encore faire des progrès**

importants pour ajouter de la valeur à leurs produits agricoles primaires ou pour se mettre en conformité avec les normes internationales. L'ensemble des pays africains représentent moins de 10-% de la valeur ajoutée au niveau mondial. Notre rapport entre les coûts de commercialisation et de production est de 12-%, par rapport à 4-% pour l'Europe occidentale et 7-% pour l'Amérique latine.

Pour les consommateurs africains, l'écart entre l'offre et la demande est énorme. La demande de produits alimentaires et agricoles augmente considérablement. On pourra répondre à cette demande en renforçant les secteurs naissants de l'agro-industrie et de l'agroalimentaire en Afrique. La sécurité alimentaire est importante, mais des années d'investissements grâce à l'IDE n'ont pas permis aux agriculteurs africains de se lancer dans une révolution verte ou aux pays de réduire leur facture d'importation. Les Africains continuent d'acheter leurs yaourts ou leur lait à l'Europe. Ils continuent d'importer du maïs ou du riz.

En regardant notre contribution agricole à l'économie mondiale, nous devons reconnaître que la contribution africaine consiste surtout à faciliter la transformation des autres. Il est grand temps que les richesses de notre sol alimentent la transformation de l'Afrique. Cette dernière devrait tirer parti des différences entre ses régions pour stimuler les échanges. Des produits à plus grande valeur ajoutée destinés aux marchés nationaux et régionaux ainsi qu'aux marchés non africains pourraient revitaliser l'agriculture dans toutes les régions. Les revenus actuels à l'exportation pourraient tripler si les marchés intérieurs et intra-régionaux étaient davantage galvanisés.



**En fait, nous devrions parler moins de nos 60 % de terres arables inutilisées et plus de notre moindre productivité sur le terrain. Nous ne pouvons pas nous satisfaire du potentiel, nous devons vivre avec le réel.**

**Certains travailleurs chinois sont en colère et en veulent plus. Nous pouvons apprendre de leur exemple et éviter les rébellions. Toutefois, pour une vaste gamme de problèmes, nous sommes encore loin derrière: les problèmes rencontrés en Chine ou au Brésil, en Turquie ou en Europe occidentale sont principalement des problèmes de classe moyenne, pas des problèmes de pauvreté.**

**Dongguan, Guangzhou, Huizhou, Jiangxi et Shenzhen sont des hauts lieux de la manufacture, mais Manchester, Liverpool, Amsterdam ou Marseille l'étaient aussi en leur temps. Ils ont évolué, les centres chinois évolueront eux aussi. En Afrique, nous devons être vigilants et prêts à prendre le dessus. Nous devons le faire grâce à la combinaison imbattable d'une révolution agricole et de l'industrialisation. Nous devons être convaincus que, non seulement nous pouvons le faire, mais parce que nous sommes encore en train d'apprendre, nous pouvons le faire mieux.**

**Je vous remercie.**